

## **LES MINISTRES RÉSIDENTS ET LES PARTENAIRES SUR LE TERRAIN POUR ACCOMPAGNER LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT**

Bangui, le 14 février 2018 – Les ministres résidents des préfectures de la République centrafricaine vont se rendre sur le terrain dans les prochains jours en compagnie des partenaires, pour appuyer le processus de la restauration de l'autorité de l'Etat. L'annonce a été faite mercredi à Bangui par le Ministre de la Communication et des médias et porte-parole du Gouvernement, Ange Maxime Kazagui, lors de la conférence de presse conjointe avec la MINUSCA.

« L'idée est que les ministres résidents se rendent dans ces lieux, s'enquérir de la présence du préfet et des sous-préfets, du déploiement des forces de défense et de sécurité, les enseignants, etc., de manière à donner un coup d'accélérateur à la restauration de l'autorité de l'Etat », a indiqué le Ministre et porte-parole, en précisant qu'il s'agit d'une instruction du Chef de l'Etat. Il a souligné que l'Exécutif et la MINUSCA continuent à travailler ensemble au retour de l'autorité de l'Etat. « Les derniers défis à l'installation des préfets sont en train de tomber et c'est le résultat de ce travail conjoint Gouvernement-MINUSCA », a-t-il dit.

Lors de la conférence de presse, le Ministre et porte-parole a également abordé la question du déploiement des FACA, la situation sécuritaire en République centrafricaine ainsi que l'arrivée du panel de l'initiative de l'Union africaine. Il a souligné qu'en se rendant dans les bases des groupes rebelles, le panel « n'est pas en train de donner de la crédibilité aux groupes rebelles ». « Nous sommes dans un processus de discussion, de négociation. Nous avons des groupes qui disent avoir pris les armes pour un certain nombre de raisons. Aujourd'hui, il faut qu'on sache pour quelle raison, ils ne rendent pas ces armes, pour quelles raisons restent-ils dans ce retranchement », a dit ce responsable gouvernemental.

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, est revenu sur deux opérations menées par les casques bleus à Paoua et à Bria, dans le cadre de la protection des civils et la réduction de la présence et la menace des groupes armés. Selon lui, l'intervention des Forces armées centrafricaines (FACA) et les forces de la MINUSCA a permis de ramener un calme progressif dans la zone de Paoua et mené au retour de quelques déplacés. « La MINUSCA a mené des missions d'évaluation conjointe sur les axes nord, est, ouest et sud pour évaluer l'impact de l'opération militaire. Les premières conclusions

barrières sur les différents axes », a-t-il dit, reconnaissant toutefois quelques poches de violence dans la zone, que la MINUSCA et les FACA tentent de supprimer. A Bria, « la Mission est en train de renforcer sa présence sur le terrain avec sa Force et sa Police, notamment dans le site de déplacés PK3, via une Police communautaire », a-t-il souligné.

Le porte-parole a également annoncé deux initiatives de dialogue en vue de la cohésion sociale et la paix dans le sud-est du pays, en présence des préfets du Mbomou et du Haut-Mbomou et des autorités locales et avec l'appui des bureaux de la MINUSCA. A Bangassou, le projet de réduction de violence communautaire d'une durée de trois mois va être lancé en mars tandis qu'à Zemio les communautés ont signé un Pacte de non-agression et de réconciliation pour mettre fin aux violences. « La MINUSCA va soutenir la mise en œuvre de ce pacte à Zémio. A Bangassou, elle va poursuivre le soutien aux autorités locales et l'engagement avec tous les acteurs, y compris les anti-Balaka pour lever définitivement le blocage sur le site de déplacés », a conclu Monteiro.